

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX**











---

**Plantation d'arbres d'alignement sur le versant  
Marne du canal entre Champagne et Bourgogne**

---

**VOIES NAVIGABLES DE FRANCE**  
**Direction Territoriale Nord Est**  
Bâtiment Skyline  
169 rue de Newcastle  
CS 80062  
54036 NANCY CEDEX

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Plantation d'arbres d'alignement sur le versant Marne du canal entre Champagne et Bourgogne
	<b>Type de contrat</b>	Marché public
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Avec
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée / Délai</b>	38 mois
	<b>Reconduction</b>	Sans
	<b>Prix</b>	Prix unitaires
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Avec

## SOMMAIRE

1	Dispositions générales du contrat .....	5
1.1	Objet du contrat.....	5
1.2	Décomposition du contrat .....	5
1.3	Forme du marché. ....	5
1.4	Variantes .....	5
1.5	Achat responsable .....	5
1.5.1	Clause d'insertion sociale .....	5
1.5.2	Clauses environnementales.....	7
2	Pièces contractuelles .....	7
3	Intervenants.....	7
3.1	Conduite d'opération .....	7
3.2	Maîtrise d'œuvre .....	8
3.3	Sécurité et protection de la santé des travailleurs .....	8
4	Confidentialité et mesures de sécurité .....	8
5	Dispositions relatives à la présentation du titulaire du marché.....	8
5.1	Dispositions générales .....	8
5.2	Co-traitance.....	8
5.3	Sous-traitance.....	9
6	Durée et délais d'exécution .....	10
6.1	Délai global d'exécution des prestations .....	10
6.2	Délai d'exécution.....	10
7	Prix.....	10
7.1	Caractéristiques des prix pratiqués .....	10
7.2	Modalités de variation des prix.....	10
8	Garanties Financières.....	11
9	Avance .....	11
9.1	Conditions de versement et de remboursement .....	11
9.2	Garanties financières de l'avance .....	12
10	Modalités de règlement des comptes .....	12
10.1	Décomptes et acomptes mensuels.....	12
10.2	Présentation des demandes de paiement .....	12
10.3	Délai global de paiement .....	13
10.4	Paiement des cotraitants.....	13
10.5	Paiement des sous-traitants .....	13
11	Conditions d'exécution des prestations .....	13
11.1	Caractéristiques des matériaux et produits .....	13
11.2	Implantation des ouvrages .....	13
11.2.1	Piquetage général .....	13
11.2.2	Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens.....	13
11.3	Préparation et coordination des travaux.....	14
11.3.1	Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	14
11.3.2	Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier .....	14
11.3.3	Registre de chantier.....	14
11.4	Etudes d'exécution .....	14
11.5	Installation et organisation du chantier .....	15
11.5.1	Installation de chantier.....	15
11.5.2	Emplacements mis à disposition pour déblais .....	15
11.5.3	Signalisation de chantier .....	15
11.6	Dispositions particulières à l'achèvement du chantier .....	15

11.6.1	Gestion des déchets de chantier .....	15
11.6.2	Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux .....	15
11.6.3	Documents à fournir après exécution .....	15
12	Dispositions applicables à la reception des travaux.....	16
13	Garantie des prestations .....	16
14	Pénalités .....	17
14.1	Pénalités de retard.....	17
14.2	Pénalité pour travail dissimulé.....	17
14.3	Autres pénalités spécifiques.....	17
15	Assurances .....	19
16	Résiliation du contrat .....	19
16.1	Conditions de résiliation .....	19
16.2	Redressement ou liquidation judiciaire.....	19
17	Règlement des litiges et langues .....	19
18	Dérogations.....	20

# 1 Dispositions générales du contrat

## 1.1 Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent les travaux de « Plantation d'arbres d'alignement sur le versant Marne du canal entre Champagne et Bourgogne »

Lieux d'exécution :

canal entre Champagne et Bourgogne entre Chamarandes et Foulain (HAUTE-MARNE 52).

## 1.2 Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

## 1.3 Forme du marché.

Il s'agit d'un marché ordinaire.

## 1.4 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

## 1.5 Achat responsable

### 1.5.1 Clause d'insertion sociale

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable.

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Le Titulaire s'engage à promouvoir, dans le cadre de l'exécution des prestations du présent marché, l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion dans les conditions précisées dans le présent article

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition sera irrecevable pour non-conformité au CCAP.

#### ✓ L'engagement d'insertion

En application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, l'entreprise attributaire s'engage pour l'exécution du marché, à mettre en œuvre une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Le titulaire s'engage ainsi à réaliser, au minimum sur la durée de l'accord cadre **9 heures par tranche de de 10 000 € HT facturés.**

L'exécution de la clause peut ne pas être immédiate. Le titulaire peut cumuler plusieurs dizaines d'heures d'insertion pour débiter l'exécution de sa clause.

#### ✓ Les publics visés

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes qui en sont éloignées. Leur éligibilité doit être validée **en amont**, dans le cadre du dispositif d'accompagnement des entreprises, par le facilitateur désigné ci-dessous.

Les publics appelés à bénéficier de ce dispositif sont **en difficulté particulière d'insertion professionnelle** et répondent à l'un des critères suivants :

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L5212-13 du code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- les personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé ;
- les bénéficiaires de minimas sociaux, en particulier les Allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA), de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de l'Allocation d'Insertion (AI) ; de l'allocation d'invalidité ;
- les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi ;
- les personnes de plus de 50 ans éloignées de l'emploi ;
- les habitants des quartiers politique de la ville, éloignés de l'emploi ;
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Ecoles de la 2ème chance, les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense ;
- les personnes employées par une régie de quartier
- les personnes sous-main de justice

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de Pôle Emploi, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des Missions Locales, de CAP Emploi, ..., être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

#### ✓ **Les modalités de mise en œuvre**

Cela consiste, pour l'attributaire retenu, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- **1ère modalité** : le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI), une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI) ou un travailleur indépendant handicapé (TIH)
- **2ème modalité** : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché
- **3ème modalité** : la mise à disposition de salariés : l'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), d'une entreprise de travail temporaire (ETT), d'une entreprise de travail temporaire adapté (ETTA), d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ou d'une association intermédiaire (AI)

Dès notification du marché, le Titulaire devra prendre contact avec le facilitateur désigné afin de définir les modalités d'application de la clause d'insertion et le profil du ou des bénéficiaires.

#### ✓ **Le dispositif d'accompagnement des entreprises**

Afin de faciliter la mise en œuvre de cette démarche d'insertion, VOIES NAVIGABLES DE FRANCE a mis en place un dispositif d'accompagnement et d'assistance aux entreprises.

**Les entreprises attributaires doivent prendre contact avec :**

**Florence PIQUE**

Mission locale de Chaumont

06.86.44.92.36

[clause-insertion-chaumont@orange.fr](mailto:clause-insertion-chaumont@orange.fr)

### ✓ **Le suivi et contrôle de l'action d'insertion**

Il sera procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire s'est engagé.

A la demande de VOIES NAVIGABLES DE FRANCE ou du facilitateur désigné, le titulaire fournit trimestriellement, tous renseignements utiles propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action (par exemple : type de contrat, attestation d'heures d'insertion, récapitulatif des factures...).

L'absence ou le refus caractérisé de transmission de ces renseignements peut entraîner l'application de pénalités prévue à l'article 14.3 du présent CCAP.

Le Titulaire doit, dès leur survenance, informer le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

Dans ce cas, le facilitateur étudiera avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché.

## **1.5.2 Clauses environnementales**

Les prescriptions environnementales sont détaillées à l'article 1.4 du CCTP.

## **2 Pièces contractuelles**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe 1
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le détail quantitatif estimatif (DQE)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés de travaux, et notamment le fascicule n°35 « aménagements paysagers – aires de sport et de loisirs de plein air ».
- Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs
- Le mémoire technique des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du contrat. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise.

## **3 Intervenants**

### **3.1 Conduite d'opération**

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

Le maître d'ouvrage est :

Voies Navigables de France  
**Direction Territoriale Nord Est**  
Bâtiment Skyline  
169 rue de Newcastle  
CS 80062  
54036 NANCY CEDEX

### **3.2 Maîtrise d'œuvre**

La maîtrise d'œuvre sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

### **3.3 Sécurité et protection de la santé des travailleurs**

Aucune coordination sécurité et protection de la santé n'est prévue pour cette opération. En revanche, le maître de l'ouvrage assure la coordination générale des mesures de prévention et procède, avec le concours du ou des titulaires, à une analyse des risques afin d'élaborer le plan de prévention.

## **4 Confidentialité et mesures de sécurité**

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent marché. Ces renseignements, documents, ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de VNF, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut faire ni usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent marché ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## **5 Dispositions relatives à la présentation du titulaire du marché**

### **5.1 Dispositions générales**

Le titulaire du marché est le prestataire qui conclut le marché avec la personne publique.

Son domicile est indiqué à l'acte d'engagement. En l'absence d'indication, il est réputé faire élection de domicile en la mairie de Nancy.

Le titulaire du marché peut être un groupement d'opérateurs économiques.

Par application de l'article L. 2193-4 du code de la commande publique, il peut également, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du marché, à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

### **5.2 Co-traitance**

En cas de groupement d'entreprises, la composition du groupement et son mandataire auront été impérativement présentés lors de la remise de l'offre et ne pourront être modifiés après la signature du marché, sauf dans les cas listés et selon les modalités prévues à l'article R.2142-6 du code de la commande publique.

Le groupement est conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations attribuées dans le marché public.

Le groupement est solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché public.

Dans les deux formes de groupements, l'un des opérateurs économiques membres du groupement, désigné dans la candidature et dans l'offre comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis de l'acheteur et coordonne les prestations des membres du groupement.



En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

### **5.3 Sous-traitance**

L'article R.2193-1 de la commande publique dispose que le titulaire d'un marché public (de services ou de travaux ainsi que de fournitures nécessitant des travaux de pose ou installation ou comprenant des prestations de service) peut, dans les conditions prévues par la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Conformément aux dispositions des articles R.2193-1 et R.2193-4 du code de la commande publique, la société peut présenter son ou ses sous-traitants au maître d'ouvrage, soit à la remise de son offre, soit en cours d'exécution du marché en fournissant :

✓ Un formulaire DC4 dûment complété et signé, mentionnant :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lequel le candidat s'appuie.
  - ✓ Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement pour la partie du marché public dont il assure l'exécution, par application de l'article R.2193-10 du code de la commande publique.

Le titulaire demeure l'unique responsable, vis-à-vis du maître d'ouvrage, de l'exécution des prestations faisant l'objet du marché public, y compris s'agissant des prestations sous-traitées.

Par dérogation à l'article 3.6.1.2 du CCAG-TRAVAUX, le maître d'ouvrage notifie les actes de sous-traitance uniquement au titulaire du marché public.

## 6 Durée et délais d'exécution

### 6.1 Délai global d'exécution des prestations

La date prévisionnelle de début des prestations est le 05/01/2026.

La date prévisionnelle d'achèvement des prestations est le 05/10/2028.

### 6.2 Délai d'exécution

L'exécution du marché débute à compter de la date de notification du contrat.

Le délai prévisionnel d'exécution est de 38 mois.

Il est découpé comme il suit :

Intitulé	Point de départ	Délais d'exécution (durée, période ou date de fin)
Période de préparation	Notification du marché	30 jours
Exécution des travaux de plantation	Fin de la période de préparation	Les travaux de plantation devront être exécutés au plus tard au 13 mars 2026
Travaux de parachèvement	Fin des travaux de plantation	De la fin des travaux de plantation à la date d'effet de la réception des travaux prononcée à l'issue du premier constat de reprise
Travaux de confortement	Date d'effet de la réception des travaux	Fin à l'expiration de la période de garantie particulière définie à l'article 13 du CCAP.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 al. 1 et 2 du CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à 2 jours.

## 7 Prix

### 7.1 Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant le plan de prévention, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

### 7.2 Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

La variation des prix ne s'applique pas aux primes, indemnités, pénalités et retenues.

Par dérogation à l'article 10.5 du CCAG Travaux, les calculs finaux sont effectués avec au maximum quatre décimales.

Pour chacun de ces calculs, l'arrondi par excès est traité de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la quatrième décimale est inchangée ;
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité.

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient  $C_n$  donné par la formule :

$$C_n = 15.0\% + 85.0\% (EV4 (n-3) / EV4 (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- $C_n$  : coefficient de révision.
- Index (n-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois n diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois n soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

Lorsque la valeur finale de l'index n'est pas connue à la date où doit intervenir un acompte, le pouvoir adjudicateur procède à un règlement provisoire sur la base de la dernière valeur d'index publiée. La révision définitive intervient sur le premier acompte du marché suivant la publication de la valeur finale de l'index correspondant.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index EV4 « Index divers dans la construction - Travaux d'entretien d'espaces verts - Base 2010 ».

## 8 Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 9 Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Travaux.

### 9.1 Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 10,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise selon les dispositions du Code de la Commande Publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

## **9.2 Garanties financières de l'avance**

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

# **10 Modalités de règlement des comptes**

## **10.1 Décomptes et acomptes mensuels**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG-Travaux, le décompte général ne sera rendu définitif qu'après transmission celui-ci par le pouvoir adjudicateur au titulaire.

## **10.2 Présentation des demandes de paiement**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13001779101404
- Code service : 41

### **10.3 Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **10.4 Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

### **10.5 Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## **11 Conditions d'exécution des prestations**

### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

### **11.1 Caractéristiques des matériaux et produits**

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

### **11.2 Implantation des ouvrages**

Les opérations de piquetage sont effectuées contrairement avec le maître d'œuvre avant tout commencement des travaux par le titulaire. Le coût du piquetage est compris dans les prix du contrat.

#### **11.2.1 Piquetage général**

Le piquetage général n'a pas encore été effectué. Il sera effectué dans les conditions de l'article 27.2.3 du CCAG-Travaux.

#### **11.2.2 Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens**

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG travaux et à l'appui des réponses aux DICT, le piquetage des réseaux souterrains est à la charge du titulaire du marché selon les dispositions de l'article 1.2.4 du CCTP.

## **11.3 Préparation et coordination des travaux**

### **11.3.1 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché, d'une durée de 30 jours, par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux.

Cette période débute à compter de la notification du marché.

Dans le cadre de l'élaboration du plan de prévention, maître d'ouvrage et titulaire(s) doivent effectuer, pendant la période de préparation, les opérations suivantes :

- le maître d'ouvrage a la charge d'organiser, conformément à l'article R. 4512-2 à 5 du Code du travail, une inspection commune à laquelle participent les titulaires ;
- les titulaires participent à l'inspection commune préalable des lieux de travail, des installations et des matériaux conformément à l'article R.4512-2 à 5 du Code du travail ;
- les titulaires analysent les risques liés à l'opération afin de définir les mesures de préventions ;
- les titulaires élaborent, conjointement avec le maître de l'ouvrage, le plan de prévention des risques au sens de l'article R. 4512-6 à 16 du Code du travail. Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants).

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre 30 jours au plus tard après la notification du marché.

### **11.3.2 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier**

Aucune coordination sécurité et protection de la santé n'est à prévoir pour cette opération. Par contre, elle fait l'objet d'un plan de prévention.

Le maître d'ouvrage assure la coordination générale des mesures de prévention qu'il prend et de celles que prennent l'ensemble des entreprises intervenant dans l'opération. Il a aussi l'obligation d'alerter l'entrepreneur en cas de danger grave à l'encontre d'un des salariés de cette entreprise et possibilité d'arrêter tout ou partie du chantier et coordonne les nouvelles mesures de prévention qui seraient prises à l'occasion d'organisation d'inspections ou de réunions périodiques.

Chaque titulaire est responsable de la mise en œuvre des mesures prévues par le plan de prévention, de la reprise de ces mesures préalables en cas de sous-traitants déclarés en cours de travaux, Il est aussi responsable de la mise à jour du plan de prévention faisant suite à de nouvelles inspections. Par contre, chaque entreprise est tenue d'informer ses salariés des risques et des mesures de prévention prises et demeure responsable de l'application de ces mesures, nécessaires à la protection de son personnel.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

### **11.3.3 Registre de chantier**

Il n'est pas prévu de registre de chantier, par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-Travaux.

## **11.4 Etudes d'exécution**

Par dérogation à l'article 29 du CCAG Travaux, aucune étude d'exécution n'est prévue pour le présent marché.

## ***11.5 Installation et organisation du chantier***

### **11.5.1 Installation de chantier**

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

### **11.5.2 Emplacements mis à disposition pour déblais**

Aucun lieu de dépôt n'est mis à disposition par le maître d'ouvrage.

### **11.5.3 Signalisation de chantier**

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

## ***11.6 Dispositions particulières à l'achèvement du chantier***

### **11.6.1 Gestion des déchets de chantier**

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux objets du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

### **11.6.2 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. À la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

### **11.6.3 Documents à fournir après exécution**

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article.

Aucun format numérique n'est préconisé pour la remise de ces documents. Cependant, chaque document doit être remis dans un format largement disponible et exploitable par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

## 12 Dispositions applicables à la réception des travaux

Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG Travaux, les opérations préalables à la réception seront réalisées à l'occasion du premier constat de reprise selon les dispositions présentées ci-après.

Afin de pouvoir se prononcer sur la réception des travaux, le maître d'ouvrage réalisera un **constat de reprise des végétaux** entre le 15 août et le 15 octobre suivant la période de plantation. Le constat de reprise marque l'achèvement de la prestations de plantation et de parachèvement.

Le maître d'ouvrage ou son représentant informeront, par courriel, le titulaire du marché dans un délai minimum de 5 jours ouvrés avant la tenue du constat de reprise. En cas d'absence du titulaire au constat de reprise et en cas de désaccord entre les parties, un constat contradictoire sera réalisé en présences du titulaire et du maître d'ouvrage ou de son représentant.

Le **constat de reprise des végétaux** a pour objectif d'établir un taux de reprise des plantations, et de désigner les arbres à remplacer.

Seront considérés comme végétaux non repris, les végétaux :

- ✓ Morts ou dépérissants ;
- ✓ Dont plus du 1/3 des rameaux sont morts (bourgeons secs) ;
- ✓ En mauvais état sanitaire, avec des signes d'attaques de pathogènes, insectes, champignons...

Le titulaire est tenu de réaliser les travaux de parachèvement des travaux de plantation jusqu'à la réception des travaux. Le contenu des travaux de parachèvement est détaillé à l'article 4 du CCTP.

A l'issue du premier constat de reprise et si le taux de reprise de 90 % est atteint<sup>1</sup> (article N.2.4.3.2.c du fascicule 35), la réception sera prononcée sous réserve de l'exécution des travaux de confortement réalisés pendant la période de garantie particulière.

Les modalités de remplacement des végétaux morts ou non conformes sont précisées à l'article N.2.4.3.2.c du fascicule 35 du CCTG.

Par dérogation à l'article 41.3 du CCAG Travaux, la date d'achèvement des travaux est la date du premier constat de reprise si le taux de reprise contractuel est atteint ou la date du constat complémentaire réalisé après remplacement de la totalité des végétaux morts ou non-conformes.

Par dérogation à l'article 41.5 du CCAG Travaux, le délai pendant lequel le titulaire doit exécuter les prestations non-exécutées est identique à celui de la garantie particulière prévue au présent marché (30 mois).

Par dérogation à l'article 41.5 du CCAG Travaux, la constatation de l'exécution des prestations non-exécutées au moment de la réception se fera par le biais des formulaires EXE8 et EXE9.

## 13 Garantie des prestations

Une garantie particulière est prévue dans les conditions suivantes :

La garantie de plantation couvre la garantie de reprise des arbres, leur bon développement, mais également la réalisation de travaux de confortement. Cette garantie s'étend sur 30 mois à compter de la date d'effet de la réception a des travaux de plantation prononcée à l'issue du premier constat de reprise, par dérogation à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Pendant le délai de garantie, l'entrepreneur réalise les travaux de confortement indispensables à la reprise et au bon développement des végétaux, l'entrepreneur remédie au dépérissement des végétaux conformément aux objectifs fixés par le CCTP.

---

<sup>1</sup> S'il s'avérait que le taux de reprise n'était pas atteint, la réception serait alors reportée au plus tôt le 30 novembre suivant et dans tous les cas après le remplacement de la totalité des végétaux morts ou non conformes

Lorsque le chantier est réceptionné, l'entrepreneur remplace les végétaux non repris ou manquants avant le 31 décembre.



Le constats de reprise ont lieu annuellement entre le 15 août et le 15 octobre et sont sanctionnés par un constat final avant l'expiration du délai de garantie. Ainsi, le second constat de reprise sera réalisé entre le 15 août et le 15 octobre 2027 et le constat final entre le 15 août et le 15 octobre 2028.

Le remplacement des végétaux non repris est à la charge de l'entrepreneur sauf s'il est rendu nécessaire par des faits qui ne lui sont pas imputables.

Les arbres morts ou dépérissants et/ou présentant plus d'un tiers de rameaux morts et/ou en mauvais état sanitaire (signes d'attaques de pathogènes, insectes, champignons...) seront à remplacer par le titulaire après chaque constat de reprise. En cas de non reprise ou d'arbres non conformes, ceux-ci seront systématiquement remplacés par des arbres conformes aux dispositions du CCTP. Un diagnostic de la cause de non reprise devra être effectué par le titulaire.

Pendant le délai de garantie, l'entrepreneur sera responsable des accidents et tassements résultant de son fait qui viendraient à se produire. Il devra supporter toutes les conséquences telles que réfection de chaussée et ouvrages, reprofilage d'accotement et dommages de toute nature causés tant aux personnes qu'aux ouvrages publics ou privés.

## 14 Pénalités

### 14.1 Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 150,00 €, par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné, par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire, par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux.

### 14.2 Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 1 000,00 €, par fait constaté.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### 14.3 Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Absence à une Inspection Commune Préalable (ICP)	Forfaitaire	250,00 €	L'Inspection Commune Préalable (ICP) a un caractère obligatoire, avec présence de tous les responsables d'entreprises impactées sur le chantier, l'absence du titulaire entraîne l'application d'une pénalité forfaitaire de 250 €.
Non-respect des mesures environnementales ou abandon de déchets sur le chantier	Journalière	200,00 €	Il sera fait application d'une pénalité journalière, par simple constat du maître d'œuvre, pour toute infraction aux mesures de gestion des déchets ou mesures environnementales. La pénalité sera appliquée à compter du constat jusqu'à la mise en place

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
			d'actions correctives du titulaire (respect des mesures environnementales et/ou évacuation des déchets présents sur le chantier).
Non-respect des mesures de sécurisation du chantier	Journalière	200,00 €	Il sera fait application d'une pénalité journalière, par simple constat du maître d'œuvre, de tout manquement aux règles élémentaires de sécurité et aux mesures inscrites dans le plan de prévention. La pénalité sera appliquée à compter du constat jusqu'à la mise en place d'actions correctives du titulaire permettant de respecter les mesures de sécurisation du chantier.
Non-respect du nombre d'arrosages	Forfaitaire	1 400,00 €	A compter de la plantation jusqu'au 3 <sup>ème</sup> constat de reprise, le titulaire doit arroser chaque arbre à 5 reprises minimum par an. Il prévient le maître d'ouvrage avant chaque passage et lui adresse un compte-rendu après chaque arrosage. En cas du non-respect des 5 passages d'arrosage, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité forfaitaire par passage manquant.
Absence de la taille de formation à l'année n+2 (pendant la période de garantie	Forfaitaire	1 400,00 €	Après mise en demeure restée infructueuse, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'appliquer une pénalité forfaitaire pour absence de la taille de formation à l'année n+2 après la plantation des arbres.
Pénalité pour non-respect des obligations d'insertion par l'activité économique	Horaire (par heure non réalisée)	60 €	En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à 60 € par heure non réalisée.
Pénalité pour défaut caractérisé de transmission des informations au facilitateur désigné dans les conditions définies à l'article 1.5.1 du présent CCAP	Journalière	100 €	En cas de défaut caractérisé de transmission des informations au facilitateur désigné dans les conditions définies à l'article 1.5.1 du présent CCAP : le titulaire subira une pénalité de 100 € par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

## **15 Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

## **16 Résiliation du contrat**

### **16.1 Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### **16.2 Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **17 Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Nancy est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 18 Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG – Travaux
- L'article 5.3 du CCAP déroge à l'article 3.6.1.2 du CCAG-Travaux
- L'article 6.2 du CCAP déroge à l'article 18.1.1 du CCAG - Travaux
- L'article 7.2 du CCAP déroge à l'article 10.5 du CCAG Travaux
- L'article 10.1 du CCAP déroge à l'article 12.4.4 alinéa 4 du CCAG - Travaux
- L'article 11.2.2 du CCAP déroge à l'article 27.3 du CCAG - Travaux
- L'article 11.3.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG - Travaux
- L'article 11.3.1 du CCAP déroge à l'article 18.1.1 du CCAG - Travaux
- L'article 11.3.3 du CCAP déroge à l'article 28.5 du CCAG – Travaux
- L'article 11.4 du CCAP déroge à l'article 29 du CCAG – Travaux
- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 41.1 du CCAG – Travaux
- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 41.3 du CCAG – Travaux
- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 41.5 du CCAG – Travaux
- L'article 13 du CCAP déroge à l'article 44 du CCAG - Travaux
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.3 du CCAG - Travaux
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.2 du CCAG - Travaux
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.4 du CCAG - Travaux